



**Association COURS SAINT-FRANÇOIS DE SALES**

Organismes de gestion de l'Enseignement catholique

11 Rue Général Saussier  
10 000 TROYES

---

**Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels**

**Exercice clos le 31 août 2023**



**Association COURS SAINT-FRANÇOIS DE SALES**  
Organisme de gestion de l'enseignement catholique (OGECE)  
11 Rue Général Saussier  
10 000 TROYES

A l'assemblée générale d'approbation des comptes clos le **31 août 2023**,

**1. OPINION**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de votre association **COURS SAINT-FRANÇOIS DE SALES (OGECE)** relatifs à l'exercice clos le **31 août 2023**, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de votre association à la fin de cet exercice.

**2. FONDEMENT DE L'OPINION**

***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

### *Indépendance*

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du **1<sup>er</sup> septembre 2022** à la date d'émission de notre rapport.

### **3. JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS**

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

#### **4. VERIFICATIONS SPECIFIQUES**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du Trésorier et dans les autres documents adressés aux adhérents sur la situation financière et les comptes annuels.

#### **5. RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LA DIRECTION DE L'ASSOCIATION RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de votre association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider votre association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre conseil d'administration.

## **6. RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Paris,

le 24 novembre 2023

**W AUDIT & ADVISORY**

*Société de Commissariat aux comptes*

**Représentée par Aurélien Wegmuller**

*Commissaire aux comptes*



## **Description détaillée des responsabilités du commissaire aux comptes**

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

## Association Cours Saint François de Sales

Actif			Au 31/08/2023			Au 31/08/2022
			Montant brut	Amort. ou Prov.	Montant net	
Actif immobilisé	Immobilisations incorporelles	Frais d'établissement	5 328	5 328		
		Frais de recherche et développement				
		Donations temporaires d'usufruit				
		Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires <sup>(1)</sup>	27 543	23 857	3 686	4 762
		Immobilisations incorporelles en cours				
	Avances et acomptes					
	TOTAL		32 872	29 186	3 686	4 762
	Immobilisations corporelles	Terrains	139 455	139 455		1 141
		Constructions				
		Inst.techniques, mat.out.industriels	6 655 644	5 549 419	1 106 225	985 105
Immobilisations corporelles en cours						
Avances et acomptes						
TOTAL		6 795 100	5 688 874	1 106 225	986 246	
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés						
Immobilisations financières <sup>(2)</sup>	Participations et créances rattachées	762		762	762	
	Autres titres immobilisés					
	Prêts					
	Autres	608		608	2 608	
	TOTAL		1 370		1 370	3 370
Total I			6 829 343	5 718 060	1 111 282	994 380
Actif circulant	Stocks et en cours					
	Créances <sup>(3)</sup>	Créances clients, usagers et comptes rattachés	1 721	143	1 578	895
		Créances reçues par legs ou donations				
		Autres	844 033	671 330	172 703	799 330
		TOTAL		845 754	671 473	174 281
	Divers	Valeurs mobilières de placement				
		Instruments de trésorerie				
Disponibilités		3 013 823		3 013 823	2 971 005	
Charges constatées d'avance <sup>(4)</sup>		23 797		23 797	21 819	
Total II			3 883 376	671 473	3 211 903	3 793 050
Frais d'émission des emprunts III						
Primes de remboursement des emprunts IV						
Ecart de conversion Actif V						
TOTAL DE L'ACTIF (I+II+III+IV+V)			10 712 719	6 389 534	4 323 185	4 787 431
Renvois	(1) Dont droit au bail (2) Part à moins d'un an (brut) des immobilisations financières (3) et (4) Dont à plus d'un an (brut)					671 330

## Association Cours Saint François de Sales

Passif		Au 31/08/2023	Au 31/08/2022
Fonds propres	<b>Fonds propres sans droit de reprise</b>		
	Fonds propres statutaires	1 143 649	1 143 649
	Fonds propres complémentaires	270 560	270 560
	<b>Fonds propres avec droit de reprise</b>		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Écarts de réévaluation		
	<b>Réserves</b>		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres	1 897 256	1 897 256
	Report à nouveau	543 412	450 096
	Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits)	-569 765	93 316
	Situation nette (sous-total)	3 285 112	3 854 878
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement	365 514	300 255
	Provisions réglementées		
Total I		3 650 627	4 155 134
Autres fonds propres	Montant des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées		
Total I bis			
Fonds dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés		
Total II			
Provisions	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges	54 486	56 999
Total III		54 486	56 999
Dettes	Emprunts obligataires et assimilés		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit <sup>(1)</sup>	120 590	163 625
	Emprunts et dettes financières diverses <sup>(2)</sup>	78	78
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	249 067	161 913
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	145 713	154 356
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	102 620	95 279
	Instruments de trésorerie		
	Produits constatés d'avance		
Total IV		618 070	575 252
Écart de conversion Passif V			45
TOTAL DU PASSIF (I+I bis+II+III+IV+V)		4 323 185	4 787 431
Renvois	(1) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques		
	(2) Dont emprunts participatifs		



## Association Cours Saint François de Sales

		Du 01/09/2022 Au 31/08/2023 12 mois	Du 01/09/2021 Au 31/08/2022 12 mois
Produits d'exploitation	Cotisations		
	Ventes de biens et services		
	Ventes de biens	34 182	31 529
	<i>dont ventes de dons en nature</i>		
	Ventes de prestations de service	1 790 612	1 668 118
	<i>dont parrainages</i>		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	943 855	901 726
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels	196	184
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières	16 650	12 468
Charges d'exploitation	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	66 079	51 846
	Utilisations des fonds dédiés		
	Autres produits	490	703
	<b>TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION I</b>	<b>2 852 066</b>	<b>2 666 575</b>
	Achats de marchandises		
	Variation de stocks		
	Autres achats et charges externes (1)	1 485 923	1 347 334
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	59 953	55 730
	Salaires et traitements	797 470	790 506
	Charges sociales	281 633	270 778
	Dotations aux amortissements et aux dépréciations	213 350	237 810
	Dotations aux provisions	54 486	59 001
	Reports en fonds dédiés		
	Autres charges	3 109	671
	<b>TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION II</b>	<b>2 895 926</b>	<b>2 761 833</b>
<b>1. Résultat d'exploitation (I-II)</b>		<b>-43 860</b>	<b>-95 257</b>

## Association Cours Saint François de Sales

		Du 01/09/2022 Au 31/08/2023 12 mois	Du 01/09/2021 Au 31/08/2022 12 mois
Produits financiers	De participations D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé Autres intérêts et produits assimilés Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges Différences positives de change Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	55 312	2 333
	<b>TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS III</b>	<b>55 312</b>	<b>2 333</b>
Charges financières	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions Intérêts et charges assimilées Différences négatives de change Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	1 360	190
	<b>TOTAL DES CHARGES FINANCIERES IV</b>	<b>1 360</b>	<b>190</b>
<b>2. Résultat financier (III-IV)</b>		<b>53 952</b>	<b>2 142</b>
<b>3. Résultat courant avant impôt (I-II+III-IV)</b>		<b>10 092</b>	<b>-93 115</b>
Produits exceptionnels	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	104 342	24 375 182 869
	<b>TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS V</b>	<b>104 342</b>	<b>207 244</b>
Charges exceptionnelles	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	3 163 6 627 671 330	3 049 17 332
	<b>TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES VI</b>	<b>681 121</b>	<b>20 381</b>
<b>4. Résultat exceptionnel (V-VI)</b>		<b>-576 778</b>	<b>186 863</b>
Participation des salariés aux résultats VII Impôts sur les bénéfices VIII		3 079	432
<b>Total des produits (I + III + V)</b>		<b>3 011 721</b>	<b>2 876 153</b>
<b>Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)</b>		<b>3 581 487</b>	<b>2 782 837</b>
<b>EXCÉDENT OU DÉFICIT</b>		<b>-569 765</b>	<b>93 316</b>
<b>Évaluation des contributions volontaires en nature</b>			
Contributions volontaires en nature			
Dons en nature			
Prestations en nature			
Bénévolat		18 370	12 276
<b>Total</b>		<b>18 370</b>	<b>12 276</b>
Charges des contributions volontaires en nature			
Secours en nature			
Mises à disposition gratuite de biens			
Prestations en nature			
Personnel bénévole		18 370	12 276
<b>Total</b>		<b>18 370</b>	<b>12 276</b>

## **1 Objet social**

L'objet social de notre entité est décrit ainsi dans les statuts : établissement scolaire privé catholique – OGEC.

Les organes statutairement compétents de notre entité ont fixé différents objectifs pour réaliser l'objet social. Ces objectifs constituent le « projet de notre entité » pour lequel des réserves sont constituées le cas échéant dans nos fonds propres.

## **2 Nature et périmètre des activités ou missions sociales réalisées**

La nature des activités ou missions sociales réalisées durant l'exercice peut être résumée ainsi : enseignement scolaire privé catholique en maternelle, primaire, collège et lycée.

Le périmètre des activités ou missions sociales listées ci-dessus peut être ainsi défini : cette activité s'est exercée dans le département.

## **3 Faits caractéristiques d'importance significative, de l'exercice et postérieurs à la clôture**

### **3.1 Faits caractéristiques de l'exercice**

Une provision pour dépréciation de la créance envers la SCI Alliance a été comptabilisée pour K€.671 compte tenu de l'absence de perspective de recouvrement.

### **3.2 Faits caractéristiques postérieures à la clôture**

Aucun fait caractéristique d'importance significative n'est à signaler postérieurement à la clôture de l'exercice.

## **4 Principes et méthodes comptables**

### **4.1 Principes généraux**

Le règlement ANC 2018-06 s'applique aux comptes afférents aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2020.

Les comptes annuels de notre entité pour cet exercice clos ont été arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce, aux dispositions spécifiques applicables du règlement ANC 2018-06 et, à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles du règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général.

#### **4.1.1 Changement de méthode comptable**

Notre entité n'a effectué aucun changement d'estimation ayant un impact significatif.

#### **4.1.2 Changements d'estimation**

Notre entité n'a effectué aucun changement d'estimation ayant un impact significatif.

#### **4.1.3 Corrections d'erreurs**

Notre entité n'a constaté aucune correction d'erreur significative

### **4.2 Dérogations**

Notre entité n'a pratiqué aucune dérogation aux règles comptables applicables.

### 4.3 Principes et méthodes comptables

Notre entité utilise les méthodes comptables explicites applicables.

Les comptes présentés appliquent les méthodes « de référence » suivantes qualifiées ainsi par le règlement 2014-03 :

- Le provisionnement des engagements en matière de pensions, de compléments de retraite, d'indemnités et versements similaires conformément à l'article 324-1 ;
- La comptabilisation à l'actif des coûts de développement et des frais de création de sites internet conformément aux articles 212-3 et 612-1 ;
- La comptabilisation en charges des frais de constitution, de transformation et de premier établissement conformément à l'article 212-9 ;
- La comptabilisation à l'actif des droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition de l'actif conformément aux articles 213-8, 213- 22, 221-1 et 222-1.

Les comptes présentés appliquent les méthodes « optionnelles » suivantes parmi celles proposées ainsi par le règlement 2014-03 :

- L'évaluation des stocks en application de l'article 213-34 ;
- Les subventions d'investissement en application des articles 312-1 ;

## 5 Informations relatives aux postes du bilan

Un actif est un élément identifiable du patrimoine ayant une valeur économique positive pour l'entité, c'est-à-dire un élément générant une ressource que l'entité contrôle du fait d'événements passés et dont elle attend des avantages économiques futurs ou un potentiel lui permettant de fournir des biens ou services à des tiers conformément à sa mission ou à son objet.

A leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, les biens reçus à titre gratuit sont comptabilisés à l'actif en les estimant à leur valeur vénale.

Les biens et dettes reçus par legs sont comptabilisés à la date de l'acceptation du legs par l'organe habilité de l'entité ou à la date d'entrée en jouissance si celle-ci est postérieure, en l'absence de condition suspensive. En présence de conditions suspensives, la comptabilisation est différée jusqu'à la réalisation de la dernière de celles-ci.

La délivrance d'un legs diffère en fonction de chaque catégorie de legs (legs universel, legs à titre universel ou legs particulier), ce qui a pour conséquence des dates d'entrée en jouissance et d'entrée en possession différentes.

La délivrance permet au légataire :

- D'appréhender son legs ;
- D'avoir droit aux fruits ;
- De s'en prévaloir

A la date d'acceptation, les biens provenant de legs ou de donations sont comptabilisés:

- Dans le compte « Créances reçues par legs ou donations » pour les espèces, les actifs bancaires, les actifs financiers cotés ou les parts ou actions d'OPCVM et assimilés jusqu'à la date de réception des fonds ou de transfert des titres ;
- Dans des comptes d'actif par nature pour les biens autres que ceux visés au premier alinéa et destinés par le testateur ou le donateur à renforcer les fonds propres ou destinés à être conservés en vertu d'une décision de l'organe habilité à prendre la décision ;
- Dans le compte « Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés » pour les biens autres que ceux visés au premier alinéa et qui sont destinés à être cédés.

Les biens reçus par donations entre vifs sont comptabilisés à la date de signature de l'acte authentique de donation. Si l'acte prévoit des transferts de propriété étalés dans le temps, les biens concernés sont comptabilisés à la date de chaque transfert de propriété.

Il peut s'agir de biens meubles ou immeubles, de biens corporels ou incorporels (tels que des droits : droits d'auteur, etc.).

## 5.1 Actif immobilisé

À leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, la valeur des actifs est déterminée dans les conditions suivantes :

- Les actifs acquis à titre onéreux sont comptabilisés à leur coût d'acquisition ;
- Les actifs produits par l'entité sont comptabilisés à leur coût de production ;
- Les actifs acquis à titre gratuit sont comptabilisés à leur valeur vénale ;
- Les actifs acquis par voie d'échange sont comptabilisés à leur valeur vénale.

Les subventions obtenues le cas échéant pour l'acquisition ou la production d'un bien (actif non financier) sont sans incidence sur le calcul du coût des biens financés.

Les coûts significatifs de remplacement ou de renouvellement d'un composant ou d'un élément d'une immobilisation corporelle sont comptabilisés comme l'acquisition d'un actif séparé et la valeur nette comptable du composant remplacé ou renouvelé est comptabilisée en charges.

Un composant séparé, qui n'a pas été identifié à l'origine, l'est ultérieurement si les conditions de comptabilisation prévues aux articles 212-1, 212-2 et 214-9 du règlement 2014-03 sont réunies, y compris pour les dépenses d'entretien faisant l'objet de programmes pluriannuels de gros entretien ou grandes révisions, si aucune provision pour gros entretien ou grande révision n'a été constatée. Si nécessaire, nous évaluons le coût du composant existant lors de l'acquisition ou de la construction du bien en utilisant le coût estimé des dépenses d'entretien faisant l'objet d'un programme pluriannuel de

gros entretien ou grandes révisions, futur et identique. Dans tous les cas, la valeur nette du composant remplacé ou renouvelé est comptabilisée en charges.

Les modes et durées d'amortissements sont présentés au paragraphe 6.1.2.2.

Les éventuelles dépréciations sont constatées après identification d'un indice de perte de valeur fonction des indicateurs suivants :

- Externes : valeur de marché, changements importants, taux d'intérêt et de rendement,
- Internes : obsolescence ou dégradation physique, changements importants dans le mode d'utilisation, performances inférieures aux prévisions.

La valeur nette comptable est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation modifiant ainsi de manière prospective la base amortissable.

L'évaluation des dépréciations est réalisée ultérieurement selon les mêmes règles. Quand les raisons qui ont motivé des dépréciations cessent d'exister, elles sont rapportées en résultat sauf celles sur le fonds commercial qui ne sont jamais reprises.

### 5.1.1 État de l'actif immobilisé (brut)

Immobilisations		Valeur brut début (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)		Valeur brute fin (D)
				Sorties	Virements	
Immobilisations incorporelles	Frais d'établissement Total I	5 329	-	-	-	5 329
	Autres immobilisations incorporelles Total II	70 048	4 389	46 894	-	27 543
Immobilisations corporelles	Terrains	139 456	-	-	-	139 456
	Constructions	-	-	-	-	-
	Install. Tech., mat., outillage	1 124 454	107 756	-	-	1 232 210
	Install. générales, ag. Am. divers	4 636 116	192 557	-	-	4 828 673
	Matériel de transport	-	-	-	-	-
	Mat bur., informatique, mobilier	567 211	27 551	-	-	594 762
	Immo. Corp. En cours	-	-	-	-	-
	Avances et acomptes	-	-	-	-	-
	Total III	6 467 237	327 863	-	-	6 795 100
Immobilisations financières	Participations	762	-	-	-	762
	Créances rattachées à des part.	-	-	-	-	-
	Autres titres immobilisés	-	-	-	-	-
	Prêts et autres immo. financières	2 608	-	2 000	-	608
	Total IV	3 371	-	2 000	-	1 371
Total général		6 545 985	332 252	48 894	-	6 829 343



### 5.1.1.1 Aménagement du cadre général – Augmentations

Augmentations de l'exercice	Ventilation des augmentations				
	Virements		Entrées		
	De poste à poste	Provenant de l'actif circulant	Acquisitions	Apports	Créations
Immobilisations incorporelles			4 389		
Immobilisations corporelles			327 863		
Immobilisations financières					
<b>TOTAL</b>			<b>332 252</b>		

### 5.1.1.2 Aménagement du cadre général - Diminutions

Diminutions de l'exercice	Ventilation des diminutions				
	Virements		Sorties		
	De poste à poste	À destination de l'actif circulant	Cessions	Scissions	Mises hors service
Immobilisations incorporelles					46 894
Immobilisations corporelles					
Immobilisations financières					2 000
<b>TOTAL</b>					<b>48 894</b>

## 5.1.2 Amortissements de l'actif immobilisé

Immobilisations		Amortissements début (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)	Amortissements fin (D)
Amortissements incorporelles	Frais d'établissement Total I	5 329	-	-	5 329
	Autres immobilisations incorporelles Total II	65 285	5 466	46 894	23 857
Amortissements corporelles	Terrains	138 314	1 141	-	139 456
	Constructions	-	-	-	-
	Install. Tech., mat., outillage	897 176	46 882	-	944 058
	Install. générales, ag. Am. divers	3 941 462	140 779	-	4 082 241
	Matériel de transport	-	-	-	-
	Mat bur., informatique, mobilier	504 039	19 081	-	523 120
	Immo. Grevées de droits	-	-	-	-
Total III		5 480 990	207 884	-	5 688 875
Total général		5 551 605	213 350	46 894	5 718 061

### 5.1.2.1 Aménagement du cadre général - Augmentations

Augmentations (Dotations) de l'exercice	Ventilation des dotations			
	Compléments liés à une réévaluation	Sur éléments amortis selon mode linéaire	Sur éléments amortis selon autre mode	Dotations exceptionnelles
Immobilisations incorporelles		5 466		
Immobilisations corporelles		207 884		
<b>TOTAL</b>		<b>213 350</b>		

Catégories d'immobilisations	Postes du résultat avec dotation		
	Exploitation	Financier	Exceptionnel
Immobilisations incorporelles	5 466		
Immobilisations corporelles	207 884		
<b>TOTAL</b>	<b>213 350</b>		

### 5.1.2.2 Aménagement du cadre général - Diminutions

Diminutions de l'exercice	Ventilation des diminutions		
	Éléments transférés à l'actif circulant	Éléments cédés	Éléments mis hors service
Immobilisations incorporelles			46 894
Immobilisations corporelles			
<b>TOTAL</b>			<b>46 894</b>

### 5.1.2.3 Modalités d'amortissement

Les biens provenant de legs ou de donations et destinés à être cédés ne sont pas amortis. En cas de perte de valeur, la valeur nette comptable de l'actif immobilisé est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation.

L'association du Cours Saint François de Sales a décomposé ses immobilisations en optant pour la méthode rétrospective avec impact sur les capitaux propres. Elle a opté pour huit composants :

Catégories d'immobilisations	Amortissement		Postes du résultat avec dotation		
	Mode	Taux	Exploitation	Financier	Exceptionnel
Structure	Linéaire	2%	68110000		
Menuiseries extérieurs	Linéaire	4.67%	68110000		
Chauffage	Linéaire	8%	68110000		
Étanchéité	Linéaire	8%	68110000		
Ravalement	Linéaire	6.67%	68110000		
Electricité	Linéaire	4.67%	68110000		
Plomberie	Linéaire	6%	68110000		
Ascenseurs	Linéaire	8%	68110000		
Toitures	Linéaire	6%	68110000		

### 5.1.3 Amortissements et dépréciations - État de rapprochement entre ouverture et clôture

Amortissement et dépréciation	Début de l'exercice	Augmentations		Diminutions		Fin de l'exercice
		Amortissement	Dépréciation	Amortissement	Dépréciation	
Incorporelles	70 614	5 466	-	46 894	-	29 186
Corporelles	5 480 990	207 884	-	-	-	5 688 875
<b>TOTAL</b>	<b>5 551 605</b>	<b>213 350</b>	<b>-</b>	<b>46 894</b>	<b>5 718 061</b>	<b>5 718 061</b>

## 5.2 Actif circulant

### 5.2.1 Précisions sur d'autres créances

Les autres créances s'élèvent à K€ 844 et sont composées de :

- SCI Alliance créance de K€.671
- Produits à recevoir de K€.169
- Fournisseurs K€.3
- Divers K€.1

Une provision pour dépréciation de la créance envers la SCI Alliance a été comptabilisée pour K€.671 compte tenu de l'absence de perspective de recouvrement.

### 5.2.2 Charges constatées d'avance et écarts de conversion d'actif

#### 5.2.2.1 Charges constatées d'avance

Les charges constatées d'avance sont de K€.24 et concerne des charges d'exploitation.

## 5.3 Fonds associatifs

La présentation des fonds associatifs dans le bilan avant répartition est normée dans le règlement CRC 99-01.

Le résultat comptable ne pouvant être attribué aux adhérents, qui n'ont aucun droit individuel celui-ci, le résultat positif est appelé « excédent » et le résultat négatif « déficit. L'instance statutairement compétente se prononce sur l'affectation de l'excédent ou déficit. Chap I.1, règlement n°1999-01)

Aucune distinction n'est faite entre le résultat définitivement acquis ou celui sous contrôle des tiers financeurs, soit pouvant être repris par un tiers financeur.

Une seule ligne est consacrée au résultat global de l'exercice sous la rubrique des fonds propres.

Les subventions d'investissements affectées à un bien renouvelable par l'association sont maintenues au passif dans les fonds associatifs avec ou sans droit de reprise (§6 du règlement n°1999-01).

### 5.3.1 Fonds propres sans droit de reprise (hors report à nouveau et résultat de l'exercice)

L'apport sans droit de reprise implique la mise à disposition définitive d'un bien. Pour être inscrit en fonds associatifs, cet apport doit correspondre à un bien durable utilisé pour les besoins de l'association. Dans le cas contraire, il est inscrit en résultat.

Libellés	Solde début	Augmentation	Diminution	Solde fin
Fonds propres statutaires (1)	1 143 649			1 143 649
Fonds propres complémentaires	270 560			270 560
Réserves (2)	1 897 256			1 897 256

(1) Préciser, le cas échéant, que la ou les subventions sont maintenues au passif car affectées à des biens renouvelables par l'association, les legs et donations avec contreparties d'actifs immobilisés ; le cas échéant rappeler le montant correspondant à la valeur du patrimoine intégré à l'actif lors de la première comptabilisation des immobilisations correspondantes, les autres apports sans droit de reprise.

(2) Dont réserve pour projet associatif : néant

### 5.3.2 Le résultat de l'exercice et report à nouveau

Libellés	Solde début	Augmentation	Diminution	Solde fin
Report à nouveau	450 096	93 316		543 412
Excédent ou déficit de l'exercice	93 316		663 081	-569 765

### 5.3.3 Les fonds propres avec droit de reprise

Libellé	Solde au début de l'exercice	Augmentation	Diminution	Solde à la fin de l'exercice
Fonds associatifs avec droit de reprise				
Apports				
Legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés (avec charges)				
Résultats sous contrôle de tiers financeurs				
Écarts de réévaluation				
Subventions d'investissements sur biens non renouvelables (par l'organisme)	300 255	129 967	64 709	365 514
Provisions réglementées				
Droit des propriétaires (commodat)				

L'apport avec droit de reprise implique la mise à disposition provisoire d'un bien au profit de l'organisme. La convention fixe les conditions (événement dont la survenance justifie la reprise du bien ou des fonds apportés tel que, par exemple, la dissolution de l'entité) et modalités de reprise du bien (bien repris en l'état, bien repris en valeur à neuf, ...). Cet apport est enregistré en fonds associatifs.

Sauf précision particulière dans le contrat, les apports avec droits de reprise sont repris par les apporteurs dans l'état où ils se trouveront à la fin du contrat d'apport ou à la dissolution de l'association.

En fonction des modalités de reprise, l'organisme enregistre les charges et provisions lui permettant de remplir ses obligations par rapport à l'apporteur.

Si les biens activés sont non renouvelables par l'entité qu'ils s'agissent de biens apportés sans droit de reprise ou de subventions d'investissement portant sur de tels biens (compte 13), le compte 1039 est débité par le crédit du compte 7573 d'autres produits de gestion courante pour un montant égal à celui des amortissements ou au rythme de l'amortissement (subventions).

### 5.3.4 Les subventions d'investissements

Les subventions d'investissements sont des ressources à caractère durable, des ressources stables permettant de financer les investissements nécessaires aux activités de l'entité et d'alimenter sa trésorerie.

A compter de la première application du règlement 2018-06 les subventions d'investissement sont soit reprises au compte de résultat exceptionnel au rythme de

l'amortissement des actifs qu'elles ont contribués à financer, que l'actif soit un bien renouvelable par l'association ou non, soit comptabilisées immédiatement en produit exceptionnel à la date d'octroi de la subvention.

Ce choix de méthode comptable s'applique à l'ensemble des immobilisations amortissables financées dans le cadre de projets définis par l'utilisation de fonds dédiés.

Notre entité a choisi :

- De reprendre dans le résultat au rythme de l'amortissement de la quote-part des biens ainsi financés, la subvention d'investissement comptabilisée en fonds propres lors de son octroi, seul le montant net de la subvention étant présentée au bilan (traitement comptable appliqué rétrospectivement dès le 1er exercice ouvert à compter du 1er janvier 2020 aux subventions affectées à des biens renouvelables).

Libellés	Solde début	Augmentation	Diminution	Solde fin
Subventions d'investissement	300 255	129 967	64 709	365 514



## 5.4 Provisions, fonds dédiés, autres passifs

### 5.4.1 Provisions

Nature des réserves et provisions	Montant début (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)	Montant fin (D)
Provisions réglementées				
Provisions pour risques				
Provisions pour charges	57 000	54 486	57 000	54 486
<b>TOTAL</b>	<b>57 000</b>	<b>54 486</b>	<b>57 000</b>	<b>54 486</b>

#### 5.4.1.1 Provisions pour engagements de retraite et avantages assimilés

Engagements retraite	Provisionné	Non provisionné	TOTAL
Indemnités de départ en retraite	54 486		54 486
Prise en charge des cotisations mutuelle santé pour des salariés partis en retraite			

Notre entité provisionne (non déductible) ses engagements relatifs aux régimes suivants dont les principales caractéristiques pour notre entité sont précisées ci-après :

— Un régime d'indemnités de départ à la retraite.

Les provisions sont évaluées et comptabilisées dans le respect de la permanence des méthodes,

— Selon la recommandation ANC n°2013-02, dans ce cadre, nous avons opté pour :

- La méthode 1 (application des dispositions de l'Annexe 1 de la Reco ANC n°2013-02) qui reprend pour l'essentiel la Recommandation CNC n°2003-R.01 ;

Les principales hypothèses actuarielles sont les suivantes à la date de clôture, comparée à l'exercice précédent :

- Age de départ à la retraite présumé (le cas échéant par catégorie),
- Taux d'actualisation : 4.3%,

Concernant la possibilité d'être présent à l'âge de départ en retraite, notre entité utilise pour la prise en compte du turnover (= de la probabilité de démission),

— Publiées par la DARES pour le secteur d'activité le plus proche

Pour la prise en compte de la mortalité, le pourcentage de survie qui résulte des tables de mortalité officielles (INSEE) distinctes pour les hommes et les femmes.

Le % retenu de cotisations ou contributions à supporter par l'entité lors du versement des indemnités est de **51.87 %**

La méthode retenue pour la comptabilisation des écarts actuariels est la suivante

— Comptabilisation en résultat à 100% dans l'exercice des changements à l'origine d'écart (s) actuariel (s) ;

## **5.4.2 Dettes**

### **5.4.2.1 Emprunts et autres dettes assimilés**

Les emprunts auprès des établissements de crédit s'élèvent à K€.120

## **5.4.3 Précisions sur d'autres dettes**

### **5.4.3.1 Produits constatés d'avance**

Il n'y a pas de produits constatés d'avance à la clôture

## 5.5 État des échéances des créances et des dettes à la clôture de l'exercice

ÉTAT DES CRÉANCES		Montant brut	À 1 an au plus	À plus d'un an
DE L' ACTIF IMMOBILISÉ	Créances rattachées à des participations	-		
	Prêts	-		
	Autres	-		
DE L' ACTIF CIRCULANT	Créances Clients et Comptes rattachés	1 721	1 721	
	Autres	844 034	844 034	
Charges constatées d'avance		23 798	23 798	
TOTAL		869 553	869 553	

  

Prêts Accordés en cours d'exercice	
Remboursements obtenus en cours d'exercice	

ÉTAT DES DETTES		Montant brut	A 1 an au plus	A + d'1 an et 5 ans au +	A + de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles		-			
Autres emprunts obligataires		-			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	à 1 an maximum à l'origine	120 591	29.701	90.889	
	à plus d'1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers		78	78		
Fournisseurs et comptes rattachés		249 068	249 068		
Dettes fiscales et sociales		145 714	145 714		
Dettes sur immobilisations et Comptes rattachés		-	-		
Autres dettes		102 620	102 620		
Produits constatés d'avance		-			
TOTAL		618 071	527.182	90.889	

Emprunts souscrits en cours d'exercice	
Emprunts remboursés en cours d'exercice	43 035
Montant des divers emprunts et dettes contractés auprès des associés personnes physique à la clôture	

## 6 Compte de résultat

### 6.6.1 Produits du compte de résultat

#### 6.6.1.1 Ventes de biens et services

Les ventes de biens s'élèvent à K€.34 et les ventes de prestations de services à K€.1 790

#### 6.6.1.2 Subventions

Les dépenses engagées avant que notre entité ait obtenu la notification d'attribution de la subvention sont inscrites en charges sans que la subvention attendue puisse être inscrite en produits.

Les conventions d'attributions de subvention comprennent généralement des conditions suspensives ou résolutoires. Tant qu'une condition suspensive persiste, la subvention ne peut être comptabilisée en produits.

Constituent des subventions les contributions facultatives de toute nature, valorisées dans l'acte d'attribution, décidées par les autorités administratives et les organismes chargés de la gestion d'un service public industriel et commercial, justifiées par un intérêt général et destinées à la réalisation d'une action ou d'un projet d'investissement, à la contribution au développement d'activités ou au financement global de l'activité de l'organisme de droit privé bénéficiaire.

Ces actions, projets ou activités sont initiés, définis et mis en œuvre par les organismes de droit privé bénéficiaires. Ces contributions ne peuvent constituer la rémunération de prestations individualisées répondant aux besoins des autorités ou organismes qui les accordent

Une subvention d'exploitation est octroyée à l'entité pour lui permettre de compenser l'insuffisance de certains produits d'exploitation ou de faire face à certaines charges d'exploitation.

Les subventions d'exploitation sont comptabilisées en produit lors de la notification de l'acte d'attribution de la subvention par l'autorité administrative.

La fraction de subvention dédiée à un projet défini tel que défini à l'article 132-1 qui n'a pu être utilisée conformément à son objet au cours de l'exercice est comptabilisée dans le compte de charges « Reports en fonds dédiés » en contrepartie du passif « Fonds dédiés sur subvention d'exploitation ».

La fraction d'une subvention pluriannuelle rattachée à des exercices futurs est inscrite à la clôture de l'exercice en produits constatés d'avance.

Les risques d'indus/de reversement de subvention sont enregistrés en « Provisions pour risques et charges »

Libellés	Union européenne	Etat	Collectivités territoriales	Caisse d'allocations familiales	Autres
Subventions d'exploitation		385 263	546 266		

#### 6.6.1.3 Les dons manuels

Le poste « dons manuels » comprend notamment

Les produits reçus des ventes de dons en nature soit 196€. La vente de dons de marchandises en nature est la réalisation monétaire d'un don manuel en nature

#### 6.6.1.4 Les contributions financières

Une contribution financière reçue d'autres organismes est considérée comme un produit non lié à la générosité du public sauf si, par ex, une convention prévoit qu'une entité tierce reverse une quote-part de générosité du public de cette entité, auquel cas cette quote-part sera considérée comme des produits de la générosité du public.

Une contribution financière est un soutien facultatif octroyé par une autre entité. Ces contributions ne constituent pas la rémunération de prestations ou de fourniture de biens.

Les contributions financières ainsi définies sont comptabilisées à la signature de la convention d'octroi dans un compte de produits :

- D'exploitation si elles correspondent à une ressource relevant de l'activité courante de l'entité
- Exceptionnels si elles ne relèvent pas de l'activité courante de l'entité.

Les contributions financières s'élèvent à K€.12.

#### 6.6.1.5 Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges

Reprises :

- Sur provisions créances : K€.3.8
- Sur provision IDR : K€.54
- Transfert de charges : K€.5.3

### 6.6.2 Charges du compte de résultat

#### 6.6.2.1 Autres achats et charges externes

Les autres achats et charges externes s'élèvent à K€.1 486

### 6.6.3 Résultat financier

Le résultat financier s'élève à K€.53 composé principalement des produits financiers.

#### 6.6.4 Résultat exceptionnel

Le résultat exceptionnel s'élève à K€ (576) composé principalement de la dépréciation de la créance sur la SCI ALLIANCE pour K€-671 diminué de de la quote-part de subventions rapportée au résultat pour K€.65 et d'une reprise de provision exceptionnelle de K€.40.

#### 6.6.5 Contributions volontaires en nature (pied du compte de résultat)

Une contribution volontaire en nature est l'acte par lequel une personne physique ou morale apporte à une entité un travail, des biens ou des services à titre gratuit. Ceci correspond à :

- Des contributions en travail : bénévolat, mises à disposition de personnes ;
- Des contributions en biens : dons en nature redistribués ou consommés en l'état ;
- Des contributions en services : mises à disposition de locaux ou de matériel, prêt à usage, fourniture gratuite de services

Une contribution est une participation, sous quelque forme que ce soit, à la réalisation d'une œuvre commune.

L'entité qui apporte ou affecte des biens en nature isolés ou des sommes en numéraire, à une personne morale de droit privé à but non lucratif, ne bénéficie, par cette opération, d'aucun droit sur le patrimoine de cette personne morale bénéficiaire.

- Ces apports ou affectations sont comptabilisés en charge à la date de signature de la convention ou des statuts.
- Les apports ou affectations sont soit en numéraire soit en nature.
- Les apports en nature correspondent à l'apport de tout bien qu'il soit matériel ou immatériel autre que l'argent.

La valorisation des apports de biens ou autres services se fait par référence au coût réel comme par exemple la valeur locative des mises à disposition de locaux.

Notre entité a décidé de comptabiliser les contributions volontaires en nature suivante :

- Nature de ces contributions (utilisées pour les besoins de l'activité, stockées, vendues) :
- Modalités qui lui ont permis de les quantifier :
- Méthodes de valorisation.

Les ventes des dons reçus en nature figurent en produits au compte de résultat dans le poste « Ventes de biens dont ventes de dons en nature ».

Les parrainages font partie du poste « ventes de prestations de service dont parrainages »

Nature de la contribution	Méthode de valorisation	Montant
Obtenue :		
BENEVOLAT	SMIC	18 370
Offerte :		
TOTAL		18 370

#### 6.6.6 Précisions sur la nature, le montant et le traitement de certaines charges et produits

##### Honoraires des commissaires aux comptes

	CAC 1	CAC 2
Au titre de la mission de contrôle légal des comptes	5 760	
Au titre d'autres prestations		
Honoraires totaux	5 760	



## 7 Informations relatives à l'effectif

L'effectif moyen salarié y compris celui mis à disposition de l'entité se décompose ainsi, par catégorie.

	Personnel salarié	Personnel mis à disposition
Cadres	21	
Agents de maîtrise et Techniciens	2	
Employés	18	
Ouvriers		
<b>TOTAL</b>	<b>41</b>	